Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie, les relations franco-géorgiennes et sur les Printemps arabes, à Bruxelles le 4 décembre 2012.

2012-12-04

Bonjour à tous, je suis ravi d'être avec vous pour un point de presse

Nous sommes six mois après le sommet de Chicago de mai et cette réunion ministérielle visait à faire le point sur un certain nombre de progrès accomplis dans la mise en oeuvre des décisions qui avaient été prises alors. Nous avons d'abord, à l'heure du déjeuner, évoqué en présence du ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov les relations entre l'Otan et la Russie. La discussion a été intéressante, parce que la Russie est un partenaire important de l'Alliance dans de nombreux domaines, par exemple sur l'Afghanistan, la lutte contre la piraterie et la lutte contre le terrorisme. La position de la France, est d'essayer de développer ce partenariat avec l'Alliance, En 2013, c'est-à-dire l'année prochaine, nous espérons aussi que nous pourrons avancer sur la coopération dans le domaine de la défense anti-missile sur des bases nouvelles.

Ensuite, nous avons évoqué la situation dans les Balkans, en présence de Mme Ashton, qui était récemment dans la région, et pour ma part j'ai souligné l'importance de la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne.

Et puis - cela a aussi été un temps fort de notre réunion - nous avons évoqué ce qui se passe en Syrie et plus particulièrement deux aspects sur lesquels les uns et les autres sont intervenus. D'abord la demande, qui a été faite par nos collègues turcs de pouvoir disposer de missiles Patriot et l'unanimité s'est faite pour que, à la suite des consultations tenues dans le cadre de l'article 4 de l'OTAN, ils puissent en disposer, étant bien observé et souligné que c'était dans un but purement défensif. Il ne s'agit pas d'autre chose. Et également, il y a eu une discussion qui a permis à tous d'insister sur le caractère tout à fait inacceptable d'une utilisation éventuelle d'armes chimiques par le régime de Bachar Al-Assad.

Je pense que cette réunion était utile. Je suis bien sûr à votre disposition pour répondre à toutes les questions que vous souhaitez poser.

Q - Sur les armes chimiques est-ce que vous avez de nouveaux éléments sur les menaces, pourquoi en parle-t-on maintenant de nouveau alors qu'on n'en parlait plus de plusieurs semaines voire plusieurs mois ?

R - Il y a eu des indications, mais qui ne sont pas confirmées, selon lesquelles il y aurait des activités liées à la fabrication d'armes chimiques. Vous savez que les sites font l'objet d'observations précises. Et donc il y a eu des éléments d'observation avant-hier sur le fait qu'il y aurait eu des mouvements de ce type. Mais ces informations n'ont pas été totalement confirmées et ça a quand même conduit un certain nombre de responsables, notamment du côté américain, à réaffirmer ce qui avait déjà été affirmé, le caractère totalement inacceptable de l'éventualité d'une utilisation de ces armes.

La France tient une position extrêmement ferme, et j'ai eu l'occasion d'intervenir au Conseil de l'OTAN pour réaffirmer cette position extrêmement ferme, et qui a été d'ailleurs partagée par tous. Peut-être est-ce à mettre en rapport avec le fait, qui est je crois peu contesté, que les forces du régime de Bachar Al-Assad sont en train de perdre du terrain et du même coup, il peut y avoir un risque que le régime, se sentant en grande difficulté, pense à cette éventualité, ce qui ne serait pas acceptable. Pour répondre précisément à votre question, ce sont des informations qui nous ont été données avant-hier, il n'y a pas eu de confirmation précise.

Q - Bonsoir, je suis journaliste géorgienne, et correspondante en France de la télévision Maestro TV. Je comprends que vous avez rencontré la ministre géorgienne des affaires étrangères, maintenant il y a un nouveau gouvernement et une période de cohabitation, qu'est ce que vous pensez du nouveau gouvernement, quel est votre sentiment, quel était votre sujet principal de conversation ?

R - J'avais eu l'occasion d'avoir au téléphone après sa victoire le nouveau premier ministre, qui se trouve être un citoyen français et nous n'avons pas beaucoup de citoyens français à travers le monde qui soient Premier ministre. Donc je l'avais félicité au nom du président de la République François Hollande et en mon nom propre.

Aujourd'hui, puisque la ministre des affaires étrangères géorgienne était présente, nous avons saisi l'occasion de nous voir pour faire le point sur nos relations, sur le plan politique et sur le plan commercial, parce qu'il y a un certain nombre de propositions qui ont été faites de la part d'entreprises françaises et qui n'avaient pas reçu de réponse de la partie géorgienne et donc j'ai souhaité que les choses puissent avancer, même si évidemment ce gouvernement est en exercice depuis très peu de temps.

J'ai également saisi cette occasion pour l'interroger sur des informations, concernant des arrestations, sur lesquelles la ministre m'a donné des éléments d'éclaircissement, et puis bien sûr nous avons évoqué les relations entre la Géorgie et la Russie. Nous avons discuté

quelques minutes et la ministre a eu la gentillesse de m'inviter à venir en Géorgie, ce que je ferai certainement à une date que je ne peux pas encore préciser. Je m'y rendrai avec plaisir. C'était une prise de contact, nous souhaitons évidemment avoir de bonnes relations avec la Géorgie.

Q - To follow up on the previous question, I would like to ask you what's France stance on possible Georgian membership in NATO?

R - Nous n'avons pas changé de position, nous sommes pour un rapprochement entre la Géorgie et l'OTAN. Nous souhaitons qu'il y ait de bonnes relations entre la Russie et la Géorgie et que toute une série de difficultés rencontrées par le passé puissent être traitées de part et d'autres. Mais nous n'avons pas changé de position sur ce point.

Q - Concernant le Kosovo, je voulais savoir, Monsieur le ministre, si vous aviez évoqué le possible transfert à terme de la KFOR vers l'Union européenne, si ça faisait partie des points qui seraient mis en discussion dans un avenir et dans quel avenir ?

R - Des études ont été faites à ce sujet, elles restent pour l'instant au stade de la réflexion. Ce point n'a pas été abordé explicitement dans la réunion cet après-midi.

Q - Vous allez discuter ce soir de la situation en Afrique du nord et au Moyen-Orient, aujourd'hui par exemple à Tunis, les militants supposés être des membres d'un parti islamiste ont attaqué la centrale syndicale en Tunisie, en Égypte, il y a un bras de fer sérieux entre l'opposition multiforme disons libérale et le président. Quel message de la France et de l'UE à l'égard de ces régimes islamistes émergents ?

R - Les situations sont différentes en Tunisie et en Égypte. Je n'avais pas connaissance de l'information que vous avez donnée sur la Tunisie, donc je ne peux pas la commenter. Votre question, est me semble-t-il plus générale, sa signification profonde est, si je la reformule - j'espère ne pas trahir votre pensée - quelle est la position de la France vis-à-vis des Printemps arabes ? Nous considérons que ce qu'on appelle les Printemps arabes ont pour origine une demande de dignité, une demande de démocratie venant des jeunes et pas seulement des jeunes, venant du peuple et de ce point de vue là, la France, qui est très attachée au développement de la démocratie ne peut que regarder cela avec faveur.

En même temps, nous sommes extrêmement précis. Nous souhaitons et demandons que les droits de la personne humaine, les droits de l'homme comme de la femme, soient strictement respectés, c'est la base de la démocratie. Il ne doit pas y avoir de décision qui ne puisse pas faire l'objet, si le peuple en décide ainsi, d'une modification. Donc à la fois, nous accompagnons ces mouvements, nous les accompagnons sur le plan économique, nous les accompagnons sur le plan politique, mais nous sommes extrêmement vigilants sur le respect du droit. J'ai eu l'occasion de le dire en Libye, où je me suis rendu récemment. J'étais en effet le premier homme politique à être invité à m'exprimer devant l'ensemble du congrès libyen,

où j'ai défini quelle était notre attitude, non seulement à l'égard de la Libye, mais à l'égard de l'ensemble des printemps arabes. J'ai dit que dans la mesure où il s'agit d'une demande de dignité, d'une demande de démocratie, évidemment elle est soutenue, mais, et il y a un mais, nous sommes extrêmement vigilants sur le respect des droits. Et c'est vrai dans les différents pays concernés. Les situations ne sont pas les mêmes, les pays ne sont pas les mêmes quand on parle de la Tunisie, quand on parle de l'Égypte, quand on parle de tel autre pays, mais à chaque fois, nous Français, nous soutenons les mouvements démocratiques et sommes très exigeants sur le respect du droit.

Q - M. Lavrov, à propos de la Syrie, nous a dit que le menace d'utilisation d'armes chimiques était sans-doute surévaluée, en même temps certains de vos collègues nous ont dit que la Russie pourrait acquiescer à l'idée qu'il y a aurait un franchissement de ligne rouge s'il y avait des éléments probants indiquant une possible utilisation.

R - Ce n'est pas nouveau. Je suis en contact régulier avec Sergei Lavrov et je sais qu'il a déjà fait des déclarations publiques en ce sens. De même, au cours de nos discussions sur ce sujet et il m'avait dit et je pense qu'il le confirmerait volontiers, que la Russie ne pouvait que condamner l'éventuelle utilisation d'armes chimiques, quel que soit le cas de figure. D'ailleurs nous avons de nouveau abordé ce sujet au cours de notre rencontre avec le ministre des affaires étrangères russe, et il a confirmé que c'était bien son point de vue. Il ne nous a cependant pas donné d'informations sur la situation précise aujourd'hui en Syrie. Mais du point de vue des principes il a confirmé qu'il partageait notre analyse.

Q - Any discussions on the imminent launch of a rocket by North Korea? I understand that the Secretary General raised this issue and urged all the members of NATO to stand firm against this ?

R - Je crois que cela a été évoqué au détour d'une phrase, mais ça n'a pas été le centre de la discussion.

Merci à tous, à très bientôt.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 7 décembre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/186529-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange